



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle Administratif des Installations Classées

Annecy, le 04 JUL 2019

REF : PAIC/DL/MC

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

 COPIE

ARRETE n° PAIC - 0092

Portant mise en demeure à la société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS (ex BETEMPS Bois) située sur le territoire de la commune de Bonneville de stocker le bois fraîchement traité sous abri.

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8-I ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de monsieur Pierre LAMBERT, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° PAIC 2016-0043 du 21 juin 2016 autorisant la société BETEMPS Bois à exploiter un établissement spécialisé dans le travail du bois (scierie) et le traitement pour la préservation du bois, situé sur la commune de Bonneville, et notamment son article 7.1.12 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 octobre 2017 demandant à l'exploitant de stocker, pendant une durée de 24 h au minimum, le bois fraîchement traité (traitement fongicide / insecticide incolore ou "jaune" et traitement anti-bleu) sous abri et sur une aire étanche construite de façon à récupérer les égouttures, un délai de trois mois ayant été accordé pour la mise en oeuvre de l'aménagement demandé ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 mai 2019 constatant que les modalités de stockage du bois fraîchement traité sus-mentionnées ne sont toujours pas mises en place par l'exploitant, le délai fixé pour réaliser ces aménagements étant maintenant largement dépassé ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les conditions actuelles de stockage du bois fraîchement traités sont susceptibles de conduire à une pollution des sols et de la nappe phréatique sous-jacente, du fait du délavage, par les eaux de pluie, des produits de traitement non encore fixés,

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité aux prescriptions de l'article 7.1.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 21 juin 2016 ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité jugée notable et qu'il convient de faire application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 :

La société NEOFOR-BONNEVILLE-BETEMPS dont l'établissement est situé 110, rue des Sarcelles Z.I. Les Bordets 74 130 Bonneville, est mise en demeure de stocker, pendant une durée de 24 h au minimum, le bois fraîchement traité (traitement fongicide / insecticide incolore ou "jaune" et traitement anti-bleu) sous abri et sur une aire étanche construite de façon à récupérer les égouttures. Ces modalités de stockage devront être réalisées sous un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée de la réalisation des aménagements demandés, dès qu'ils seront terminés.

Article 2 :

À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 4 :

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du tribunal administratif de Grenoble, par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 5 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bonneville,
- Monsieur le maire de Bonneville.

Pour le Préfet,
Madame la secrétaire Générale



Florence GOUACHE